

Document sur l'agriculture

Agriculture et lutte contre la pauvreté

Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement

Considérant que 75 % de la population pauvre de la planète vit en zone rurale, il n'est pas étonnant que la **croissance de l'agriculture** soit en moyenne deux fois plus efficace que celle des autres secteurs en matière de lutte contre la pauvreté.

Elle permet de réduire la pauvreté aussi bien directement, en augmentant les revenus des agriculteurs, qu'indirectement, grâce aux emplois créés et à la baisse des prix des denrées alimentaires.

La croissance dans l'agriculture en faveur des pauvres est axée sur les petits agriculteurs dont les exploitations sont rendues plus compétitives et durables grâce à des innovations institutionnelles et technologiques, et qui bénéficient d'un poids politique accru grâce à des organisations de producteurs.

Ces interventions doivent être complétées par des investissements massifs en matière d'éducation en milieu rural afin d'assurer la transition vers des emplois plus qualifiés et la maîtrise des processus migratoires.

Les pauvres se trouvent surtout dans les zones rurales et dépendent pour la plupart de l'agriculture.

Soixante-quinze pour cent de la population pauvre de la planète vit en zone rurale, soit 883 millions de personnes sur la base d'un seuil de pauvreté fixé à un dollar U.S. par jour. Le taux de pauvreté est presque partout plus élevé en zones rurales (29 % en moyenne) qu'en milieu urbain (13 %). Dans l'ensemble, il est passé de 37 % en 1993 à 29 % en 2002 (tableau 1), une réduction essentiellement due à l'amélioration de la situation dans les pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique, où le taux est tombé de 35 % à 20 % en l'espace de dix ans, impliquant une réduction dans le nombre total de pauvres en milieu rural de 400 millions en 1993 à 220 millions en 2002. Dans le même temps, les chiffres persistent à être élevés en Asie du Sud (39 % en 2002), qui concentrent la majeure partie de la pauvreté rurale (400 millions) et en Afrique sub-saharienne (où le taux a été systématiquement supérieur à 50 % au cours des dix dernières années, se traduisant en chiffre absolu par une augmentation du nombre de pauvres allant de 208 millions en 1993 à 228 millions en 2002). En outre, il est à signaler que la plupart des pauvres continueront à vivre en zones rurales durant de nombreuses années.

L'agriculture offre des atouts particuliers pour lutter contre la pauvreté.

La croissance de l'agriculture est particulièrement efficace pour lutter contre la pauvreté. Les estimations économétriques transversales montrent que la croissance globale du PIB due à l'agriculture est en moyenne deux fois plus efficace, à l'égard de la moitié la plus pauvre d'un pays donné, que la croissance due aux secteurs non agricoles (tableau 2). De fait, bon nombre de pays dans lesquels les taux de croissance de l'agriculture ont été relativement élevés ont connu une réduction importante de la pauvreté : en Chine, la croissance rapide de l'agriculture — grâce au système de responsabilisation des exploitants, à la libéralisation des marchés et à la rapidité des changements technologiques — a été à l'origine du déclin rapide de la pauvreté en milieu rural, passée de 53 % en 1981 à 8 % en 2001. C'est également l'agriculture qui a rendu possible la baisse à long terme de la pauvreté en Inde, qui demeure substantielle même si elle s'est ralentie. Plus récemment, le Ghana détient le record absolu en Afrique avec une baisse du taux de pauvreté en milieu rural de 24 points de pourcentage en l'espace de quinze ans, due en partie aux bons résultats récents de l'agriculture dans ce pays.

Cependant, la réussite du secteur agricole ne permet pas toujours de réduire la pauvreté. En Bolivie et au Brésil, pays où la croissance de l'agriculture est due surtout au dynamisme d'un secteur spécialisé dans l'exportation et composé de grandes exploitations à forte intensité de capital, l'emploi agricole a baissé et s'est réorienté vers une main-d'œuvre plus qualifiée et mieux rémunérée, ce qui n'a eu que peu d'effets en termes de lutte contre la

pauvreté.

Les effets indirects que la croissance de l'agriculture exerce sur la pauvreté sont aussi importants que ses effets directs.

La croissance de l'agriculture permet de réduire la pauvreté aussi bien directement, en augmentant les revenus des exploitants, qu'indirectement, grâce aux marchés du travail et à la baisse des prix des denrées alimentaires. L'effet que l'augmentation des revenus exerce en termes de lutte contre la pauvreté dépend de la participation des petits exploitants pauvres au processus de croissance. La croissance agricole permet également de réduire la pauvreté en créant des possibilités d'emploi pour les pauvres. En Asie du Sud et en Amérique latine, 25 % de la population active masculine, généralement les habitants les plus pauvres, sont employés comme ouvriers agricoles. Les rendements accrus des produits de base non commercialisables permettent de faire baisser les prix des denrées alimentaires pour les consommateurs pauvres. Il est révélateur qu'outre les pauvres des milieux urbains, plus de la moitié des ménages pauvres en milieu rural soient des acheteurs nets de produits alimentaires et bénéficient donc de la baisse des prix. Des études réalisées en Inde montrent qu'à longue échéance, cette baisse des prix est le facteur qui aura le plus d'effet sur la lutte contre la pauvreté.

Il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques pour accentuer les effets de la croissance de l'agriculture en faveur des pauvres.

Un cadre d'action favorable à une croissance plus rapide de l'agriculture est nécessaire pour réduire la pauvreté (voir la fiche sur l'agriculture et la croissance économique). Cependant, si l'on veut que la croissance de l'agriculture permette de réduire substantiellement la pauvreté, il faut que les petites exploitations soient compétitives et durables. Les effets de la croissance en termes de lutte contre la pauvreté dépendent également du dynamisme d'une économie rurale non agricole mais souvent liée à l'agriculture.

Accès aux biens. L'accès à la terre, à l'eau et aux ressources humaines est essentiel pour que les ménages puissent participer aux marchés agricoles, assurer leur subsistance grâce aux cultures vivrières, être compétitifs comme chefs d'entreprise dans le contexte d'une économie rurale non agricole et trouver des emplois qualifiés. Or les pauvres des milieux ruraux ne disposent que de peu de ces atouts et leur accès à ces biens est souvent réduit encore davantage par la croissance démographique, la dégradation de l'environnement, l'expropriation par des intérêts dominants et l'iniquité sociale des dépenses publiques. Pour développer ces avoirs, il faut réaliser d'importants investissements publics en matière d'irrigation, de santé et d'éducation. Il peut également être nécessaire d'appliquer une discrimination positive afin d'assurer une certaine égalité des chances aux catégories désavantagées ou exclues comme les femmes ou les minorités ethniques.

Accès aux marchés. Si l'accès par les petits exploitants aux nouveaux marchés dynamiques portant sur les produits à valeur élevée offre une possibilité de réduire plus rapidement la pauvreté, il constitue également un défi. Il faut pour cela investir dans les infrastructures des marchés et développer les capacités techniques des agriculteurs afin de satisfaire aux normes exigeantes. Un rôle essentiel revient aux organisations de producteurs pour assurer la compétitivité, réaliser des économies d'échelle sur les transactions du marché et gagner des parts de marché.

La réduction des coûts de transaction et des risques qui pèsent sur les marchés des produits de base peut également être favorable aux pauvres. Outre les investissements portant sur les infrastructures, des innovations prometteuses sont offertes par la mise en place de bourses de marchandises (commodity exchange), de systèmes d'information reposant sur des réseaux ruraux de radio et de transmission de messages brefs, ainsi qu'avec des outils de gestion des risques de marché. Une libéralisation des marchés qui a pour effet de faire baisser les prix des denrées alimentaires peut être favorable aux pauvres dont un grand nombre, y compris parmi les petits exploitants, sont des acheteurs nets de ces produits.

Accroître les rendements. Les progrès révolutionnaires des biotechnologies sont de nature à bénéficier largement non seulement aux producteurs pauvres mais aussi aux consommateurs pauvres grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires et à la production d'aliments plus nutritifs. Il faut accroître considérablement les investissements publics en matière de recherche et développement afin de permettre la mise au point de technologies favorables aux pauvres. L'amélioration des techniques de gestion des sols, des eaux et du cheptel et la mise en place de modes de culture plus durables et plus souples (notamment l'introduction de variétés plus résistantes aux parasites, aux maladies et à la sécheresse) jouent également un rôle particulièrement important

pour ceux qui pratiquent les cultures vivrières. La mise au point et l'adoption de ces techniques appellent en règle générale à des approches plus décentralisées et participatives allant de pair avec une action collective entreprise par les exploitants et les communautés locales.

Services financiers et de gestion des risques pour les petits exploitants. De grands progrès ont été réalisés pour ce qui est d'offrir aux populations rurales un meilleur accès aux organismes d'épargne et de crédit et un meilleur appui aux transactions financières. L'exposition aux risques non assurés (effets des catastrophes naturelles, des crises sanitaires, des changements démographiques, de l'instabilité des prix et des changements de politique) fait subir aux foyers ruraux pauvres des coûts élevés en termes d'efficacité et de bien-être. Des innovations institutionnelles comme l'assurance indexée contre les risques de sécheresse, actuellement développée grâce à des initiatives privées en Inde et dans d'autres pays, peuvent réduire les risques pour les emprunteurs comme pour les prêteurs et débloquer la situation du secteur financier en milieu agricole. Toutefois, bon nombre de ces innovations n'en sont encore qu'au stade de l'expérimentation.

Gestion des ressources naturelles. Un grand nombre de pauvres en milieu rural vivent dans des zones défavorisées affectées par la déforestation, l'érosion des sols, la désertification et la dégradation des pâturages et des bassins versants. Ils sont également plus vulnérables aux changements climatiques. Si les approches communautaires de la gestion des ressources naturelles sont des plus prometteuses, en revanche, elles dépendent très étroitement de la qualité de la gouvernance au niveau local. Par ailleurs, le paiement des services environnementaux peut aider à pallier les défaillances du marché en ce qui concerne la gestion des externalités sur l'environnement, ce qui implique la mise en place de nouveaux marchés pour ces services. Cependant, les effets liés aux changements climatiques ne pourront être traités uniquement grâce à des approches communautaires. Communauté internationale se doit donc de développer d'urgence ces actions de soutien en vue de protéger les modes de culture des exploitants pauvres face aux aléas climatiques.

Représentation et responsabilisation accrues. Donner aux pauvres plus de poids dans les processus de prise de décisions et responsabiliser davantage les institutions à leur égard grâce à la décentralisation constituent une composante centrale d'une stratégie de croissance en faveur des pauvres. Les organisations de producteurs peuvent donner plus de poids politique aux petits exploitants et responsabiliser les décideurs et les organismes exécutants en participant à la définition des politiques agricoles, en supervisant l'usage des fonds publics et en s'associant à la mise en œuvre des politiques. Un développement axé sur les communautés locales peut également mobiliser les capacités de ces dernières en termes de savoirs locaux, de créativité et d'équipements collectifs. Cependant, les institutions décentralisées devront veiller à éviter l'accaparement des progrès par les élites locales et l'exclusion sociale, phénomènes qui tendent à prévaloir dans des sociétés rurales où les inégalités sont fortes.

Créer davantage d'emplois de meilleure qualité. Beaucoup d'activités à forte valeur ajoutée comme l'horticulture ou l'élevage laitier requièrent une main-d'œuvre nombreuse et créent un grand nombre d'emplois, ce qui a des effets significatifs en termes de lutte contre la pauvreté, comme dans le secteur des exportations de produits non traditionnels au Chili ou au Sénégal. Toutefois, l'agriculture ne pourra à elle seule venir à bout de la pauvreté en milieu rural : l'emploi rural non agricole est tout aussi important. Si la croissance de ces emplois ruraux non agricoles, comme la transformation des produits alimentaires, est étroitement liée à celle de l'agriculture, elle résulte aussi dans une mesure de plus en plus large à des activités de sous-traitance entre zones urbaines et rurales, en particulier à proximité des grandes villes. Il faut en priorité investir massivement dans l'éducation en milieu rural, offrir des possibilités de formation qui seront adaptées aux nouveaux marchés du travail et définir des législations du travail correspondant aux conditions de travail en zone rurale.

L'agriculture commerciale et l'existence de marchés équitables du travail ont aussi un rôle à jouer.

Dans la conception qui commence à se faire jour d'une agriculture au service du développement, la production est pour l'essentiel aux mains de petits exploitants qui pourront être les producteurs les plus efficaces, notamment s'ils bénéficient du soutien d'organisations de producteurs fortes. Toutefois, là où ces organisations ne peuvent permettre de réaliser des économies d'échelle en termes de production et de commercialisation, l'agriculture commerciale à forte intensité de main-d'œuvre peut constituer un meilleur mode de production et l'existence de marchés du travail efficaces et équitables constitue l'outil essentiel de lutte contre la pauvreté.

La présente fiche est extraite du Rapport sur le développement dans le monde 2008, l'Agriculture au service du développement. D'autres informations et des sources détaillées figurent dans ce rapport. Celui-ci utilise une typologie simple des pays en fonction de la contribution de l'agriculture à la croissance générale, de 1990 à 2005, et du pourcentage des ruraux pauvres dans le nombre total des pauvres (2 dollars par jour en 2002). Dans les pays agricoles (essentiellement en Afrique), l'agriculture contribue de manière significative (> 20 %) à la croissance globale. Dans les pays en transformation (essentiellement en Asie), les secteurs non agricoles sont dominants mais la grande majorité des pauvres vivent en zone rurale. Dans les pays urbanisés (essentiellement en Amérique latine, en Europe et en Asie centrale), les pauvres sont plus nombreux en zone urbaine, mais la pauvreté est souvent plus grande dans les zones rurales.

(source : <http://www.banquemonddiale.org>)